

**La nécessaire maîtrise des dépenses publiques**

Résolution de la Commission Économique et Sociale (Paris - 16 avril 2003)  
adoptée par le Conseil Central de Varsovie (6 juin 2003)

La gestion de la dépense publique et son financement ont une importance déterminante, parce qu'une politique maîtrisée de gestion d'actifs et de prélèvements obligatoires permet d'éviter l'impact économique d'un endettement excessif: celui-ci conduit, en effet, à léguer aux contribuables futurs des charges incompressibles qu'ils n'auront pas choisies. Un trop grand appel à l'épargne pour financer l'endettement a également des conséquences négatives, par effet d'éviction, sur les capacités d'investissement des acteurs privés, et un endettement excessif renchérit le coût de la ressource par dégradation de la cotation du risque de l'emprunteur.

Malgré une conjoncture économique difficile, la Ligue Européenne estime donc indispensable de tendre vers des déficits publics réduits, avant tout à travers une modération de la dépense publique. Il est souhaitable que l'équilibre global des recettes et dépenses de fonctionnement soit respecté, même si l'investissement public indispensable dans certains domaines peut être financé par un déséquilibre temporaire.

Les citoyens européens doivent avoir à leur disposition des systèmes d'information transparents leur permettant d'effectuer des choix conscients, et de nourrir des débats publics éclairant la décision des Parlements lors de l'élaboration des budgets. Pour contribuer à une plus grande transparence des comparaisons des politiques budgétaires, il conviendrait, par exemple, de prendre en compte comme mesure de la dépense publique toute dépense obligatoire imposée au citoyen par la loi, et ensuite, d'en distinguer les modes de gestion: dépenses directes de l'Etat ou des collectivités, dépenses des régimes sociaux, dépenses obligatoires gérées par des partenaires privés dans le cadre de conventions. Il est aussi souhaitable de tracer des orientations générales pour la prise en compte de l'ensemble des engagements publics non retracés encore dans la comptabilité des Etats, et pour la mise en place de programmes de cession des actifs (immobiliers notamment) qui ne sont plus nécessaires aujourd'hui à l'action publique.

Enfin, la Ligue Européenne estime indispensable de moderniser la gestion des services d'intérêt général pour rendre le meilleur service à la clientèle au meilleur coût. Cette approche est compatible aussi bien avec un statut privé qu'avec un statut public, les entreprises à propriété publique ayant démontré leurs capacités à cet égard, autant que leurs limitations. Elle implique, en revanche, une gestion de type plus entrepreneurial, dans laquelle, notamment, les responsables soient directement intéressés à l'amélioration du rapport qualité/prix. La Ligue Européenne souhaite qu'une autorité ou un Comité des sages joue, dans chaque pays, le rôle de tribunal de la concurrence et de garant d'un niveau adéquat de qualité et d'un bon rapport coût/efficacité.

- - - - -